

Extrait du Spyworld Actu

<http://www.spyworld-actu.com/spip.php?article2884>

La sécurité des pôles de compétitivité sous tension

- Intelligence économique -



Date de mise en ligne : samedi 28 octobre 2006

Spyworld Actu

Des audits ont été lancés sur la protection des informations stratégiques. Les bases d'une nouvelle politique de sécurité économique devraient être établies d'ici à la fin de l'année.

« LA PUBLICATION de la carte des pôles de compétitivité a montré l'ensemble de nos forces, c'est-à-dire de nos faiblesses, avec nos axes de recherche. Pour ceux qui regardent en face et ont besoin de combler leurs lacunes par des transferts de technologies, l'intérêt est très fort », constate Olivier Darrason, créateur de la Compagnie européenne d'intelligence stratégique (CEIS), une société privée actionnaire de France Intelligence Innovation (F2I). Celle-ci travaille depuis plus d'un an sur les pôles de compétitivité, ces 66 regroupements d'entreprises et de laboratoires de recherche publics et privés implantés dans toute la France.

Elle a engagé à la demande du ministère de l'Intérieur un audit dans cinq réseaux (Valorial en Bretagne, Atlantic Biothérapies en Pays de la Loire, Elopsys en Limousin, Chimie Environnement en Rhône-Alpes et une plate-forme technologique en Provence-Alpes-Côte d'Azur) pour détecter les problèmes de sécurité économique. Des protections sont mises en place au cas par cas. Il s'agit de mieux savoir ce que la France veut partager avec les autres pays, ou pas. De cerner les risques de fuites d'informations stratégiques. Si ces expérimentations donnent satisfaction, elles seront généralisées à l'ensemble des réseaux à la fin de l'année. Et un guide des bonnes pratiques sera publié.

« Dans un environnement très compétitif, nous avons affiché l'excellence française. Il n'y a pas de raison que nous la laissions filer. Cela nous coûte de l'innovation et de l'emploi », s'insurge le préfet Rémy Pautrat, délégué général de F2I. Il y a en effet des alertes.

Problèmes de sécurité informatique

Deux Français qui avaient des problèmes avec la justice pour intelligence avec une puissance étrangère ont été repérés alors qu'ils tentaient d'entrer dans la gouvernance d'un pôle ; un chercheur s'est fait voler son ordinateur dans un aéroport suisse ; des prises de contacts intéressés d'entreprises étrangères avec le staff de pôles ont été signalées dans des colloques. La relance énergique de notre politique industrielle de recherche et développement focalise, en fait, les différents modes classiques de piratage économique.

Éric Delbecque, secrétaire général de l'Institut de la recherche pour la sécurité des entreprises, une association dont la moitié des effectifs provient de la gendarmerie, constate que cela revient souvent à des problèmes de sécurité informatique (ordinateurs, téléphones portables, agendas électroniques). La majorité des erreurs est humaine, due à des comportements inadéquats. Il s'agit donc de mieux former à la sûreté des données, pour apprendre à travailler en confiance. La difficulté tient à l'association d'acteurs de cultures différentes, petites et grandes entreprises, chercheurs publics et privés, institutions françaises et étrangères.

« Plus il y a de projets de recherche coopératifs, plus il y a d'interfaces et plus il y a de risques », souligne Christophe Angot, récemment nommé consultant pour la sécurité économique du pôle de Nantes et Angers où il mène une action de sensibilisation et de formation des personnels « en évitant la paranoïa ».

Le ministre délégué à l'Aménagement du territoire, Christian Estrosi, présentera un premier bilan des travaux lors de la réunion des pôles de compétitivité à Sophia Antipolis le 17 novembre. Lors de la 14^e conférence des ministres de l'aménagement du territoire du Conseil de l'Europe, qui se déroulait jeudi dernier à Lisbonne, il a prôné la mise en

place d'un réseau européen des clusters et pôles de compétitivité.

L'amélioration de la sécurité économique va de pair avec la recherche d'alliances avec les chercheurs étrangers.

Post-scriptum :

<http://www.lefigaro.fr/eco/20061028...>